

2. La langue française en Afrique

3. COHABITATION DES LANGUES DANS L'ESPACE FRANCOPHONE : LES EXEMPLES DE CINQ PAYS AFRICAINS¹

L'évolution de la place de la langue française dépend notamment des dynamiques démo-linguistiques propres aux pays d'Afrique subsaharienne. En présentant les portraits extraits de rapports publiés par les chercheurs de l'ODSEF à partir des données de recensements nationaux, on comprend mieux la **singularité des interactions entre les langues nationales dans différents pays et entre ces langues et le français, langue officielle**. C'est aussi l'intérêt des données de recensement qui se prêtent mieux à traduire la singularité des situations qu'à des comparaisons globales.

¹ Cette synthèse tirée de différents rapports a été produite par Abdoul Echraf Ouedraogo et Richard Marcoux, respectivement chercheur à et directeur de l'ODSEF à l'Université Laval.

Les dynamiques démo-linguistiques singulières que font ressortir ces rapports dirigés par l'ODSEF mettent en lumière quelques **tendances et similarités** dans les cinq pays francophones étudiés (le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, le Mali, le Sénégal).

Dans la plupart des pays étudiés **semble se généraliser l'usage d'une des langues nationales dans l'espace public et l'administration** autrefois exclusivement réservé à la langue officielle qu'est le français. Cette généralisation d'une langue nationale n'empêche pas cependant une augmentation très importante du nombre de personnes sachant lire et écrire en français et donc de francophones, ce qui traduit une **cohabitation possible entre le français et les langues nationales**.

Dans la plupart des pays étudiés, l'**alphabétisation** autant en français que dans les langues nationales, **connait des progrès**. Les données nationales analysées par les chercheurs de l'ODSEF démontrent, d'un recensement à l'autre, une augmentation du nombre de personnes aptes à lire et à écrire en français comme dans les langues nationales. Le français, comme langue écrite et lue, demeure toutefois nettement privilégiée : le ratio du nombre de personnes alphabétisées en français par rapport à celles alphabétisées en langues nationales variant de 6 à 10 au Cameroun, au Mali et au Sénégal et atteignant 40 et 50 respectivement au Burkina et au Bénin.

Les données nationales analysées par les chercheurs de l'ODSEF attirent

l'attention sur un phénomène inquiétant pour le multilinguisme, soit la **tendance à l'homogénéisation linguistique** qui accompagne la métropolisation des espaces de vie. Dans la plupart des villes étudiées et principalement les grandes métropoles, les données montrent une tendance au recul des langues nationales minoritaires de 3^e, 4^e ou 5^e rang au profit de la langue nationale dominante et du français, la langue officielle. Dans les différents pays, les chercheurs présentent les défis que l'urbanisation semble poser au plurilinguisme et à la préservation des langues minoritaires. L'homogénéisation linguistique qui a tendance à l'accompagner menace la survie de certaines langues minoritaires. //

► Progression du wolof et du français au Sénégal

Dans la métropole sénégalaise – Dakar – et dans les villes secondaires, Fatou Bintou Niang Camara² note une nette **progression du wolof et du français respectivement comme première et deuxième langue**, la plus couramment parlée :

« À Dakar, capitale économique et administrative, le wolof est de loin la langue la plus parlée par la population, 88 % le déclarant comme première langue parlée en 1988, et 90,2 % en 2002. En deuxième position, nous trouvons le français, parlé par 23 % de la population. En 1988, le pulaar occupait cette deuxième position (parlé par 24,3 % de la population), mais en 2002, ce n'est plus que 15,4 % de la population qui déclare le parler. De manière générale, à Dakar, en l'espace de quatorze ans, toutes les langues locales ont stagné, voire régressé, au profit du wolof et, probablement, du français. » (page 17)

Une autre tendance qui se dégage des données du recensement sénégalais analysé par la démographe est que le français est aussi en train de devenir progressivement la principale langue dans les villes où domine une langue nationale autre que le wolof. Dans ce cas, le français est en train de progresser comme deuxième langue devant le wolof. Une situation qui pousse l'auteure à s'interroger sur la nature future du plurilinguisme des espaces en voie de métropolisation en Afrique : « Outre à Dakar, où le wolof et le français occupent une place importante au sein de l'espace linguistique, on observe que là où le français est plus couramment parlé, soit dans les régions de St-Louis et de Ziguinchor, le wolof, bien qu'en progression, occupe une place moins importante (56,4 % et 45,2 % respectivement) comparativement à la moyenne nationale (72,3 %). Comment alors penser le partage de l'espace linguistique sénégalais entre le wolof, langue véhiculaire la plus répandue, et le français, langue des institutions officielles ? » (page 21).

Malgré son ancienneté dans le pays et les progrès enregistrés, le français reste tout de

² Niang Camara, Fatou Bintou (2010), *Dynamique des langues locales et de la langue française au Sénégal en 1988 et 2002*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, Rapport de recherche de l'ODSEF, 41 p.



même une langue couramment parlée par un peu moins du dixième de la population, ce qui témoigne de l'importance de la langue nationale wolof comme moyen de communication. La généralisation du wolof même dans l'espace public, nonobstant l'augmentation du pourcentage de francophones, témoigne surtout de la cohabitation possible entre langue

officielle et langue(s) nationale(s) qui peuvent progresser côte à côte sans « perdants ». Le français reste en effet malgré tout « parlé couramment par 9,4 % des Sénégalais en 2002, essentiellement à titre de deuxième langue. Considéré comme une langue étrangère, il reste la première langue d'une infime partie (0,6 %) de la population sénégalaise » (page 17). //

▶ Le mooré, le dioula et le français progressent au Burkina Faso

L'analyse de la dynamique des langues au Burkina Faso menée par Moussa Bougma³ met d'abord en lumière les risques d'attrition que connaissent certaines langues. Son analyse des données des recensements révèle en effet que si le dioula semble en progression, plusieurs autres langues minoritaires comme le minianka, le koussassé et le sissala sont menacées de

disparition. Ainsi, « le nombre de personnes qui parlent couramment le dioula a doublé entre 1996 et 2006, passant de 234 213 (3,52 %) à 488 133 (5,36 %). [...] À l'opposé, le minianka, le koussassé et le sissala qui comptent chacun moins de 10 000 locuteurs, quel que soit le recensement considéré, s'affichent comme des langues minoritairement parlées sur le plan national. Le nombre de personnes qui déclarent parler couramment le sissala a d'ailleurs régressé fortement, passant de 4 808 en 1985 à seulement 237 en 2006 : avec une telle tendance, le sissala risque de disparaître » (page 17).

³ Bougma, Moussa. (2010). *Dynamique des langues locales et de la langue française au Burkina Faso : un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1985, 1996 et 2006)*, Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, Rapport de recherche de l'ODSEF, 61 p.

Comme dans le rapport de l'ODSEF sur le Sénégal, l'analyse des données sur le Burkina montre une dynamique linguistique caractérisée par la **stabilité en milieu rural et un net gain de la langue nationale dominante qu'est le mooré, et de la langue française, langue officielle du Burkina Faso, dans les milieux urbains**. Ainsi, « pendant que le fulfuldé, le bisssa et le bobo sont en nette régression, on enregistre une progression de 4,04 points entre 1985 et 1996 et de 1,35 point entre 1996 et 2006 pour le mooré, ces hausses étant respectivement de 3,4 et de 1,55 points pour le dioula au cours des mêmes périodes. [...] Le français est devenu, à partir de 1996, la deuxième langue la plus couramment parlée dans la capitale burkinabè. [...] En effet, la proportion des personnes qui parlent couramment le français, négligeable en 1985, est passée à 3,55 % en 1996 pour atteindre 5,90 % en 2006, soit une progression de 2,35 points en dix ans. Le français devance ainsi le fulfuldé et occupe désormais une place de choix (troisième place) en milieu urbain parmi la gamme de langues locales qui coexistent » (page 20).

Le rapport présenté par Moussa Bougma montre aussi une **augmentation importante**

du pourcentage de locuteurs ayant le français comme langue couramment parlée. Ainsi, « au niveau national, le nombre de personnes qui déclarent le français comme première langue couramment parlée est passé de 20 947 en 1985, soit 0,42 % de la population de référence, à 49 647 en 1996 (0,75 %), pour atteindre 151 184 en 2006 (1,66 %), ce qui correspond respectivement à un accroissement relatif de 137,0 % (soit 12,5 % par an) et 204,5 % (soit 20,5 % par an) en moyenne au cours des deux périodes intercensitaires (1985-1996 et 1996-2006) » (page 35). Cette croissance est encore particulièrement marquée dans la capitale Ouagadougou où elle pourrait s'expliquer par l'arrivée de nouvelles vagues de populations très francisées de la Côte d'Ivoire lors de la crise qu'a connue ce pays. « Cette croissance [du français comme principale langue parlée] s'est particulièrement accélérée à Ouagadougou, surtout au cours de la dernière décennie (3,69 % en 1985, 5,52 % en 1996 et 9,54 % en 2006), ce qui équivaut à un accroissement relatif annuel de 14,0 % et de 27,3 % au cours des deux dernières décennies, niveaux de croissance qui se situent nettement au-dessus des moyennes nationales (12,5 % par an entre 1985 et 1996 ; 20,3 % par an entre 1996 et 2006) » (page 35). //

▶ Le Mali et la prédominance du bambara

Une des caractéristiques linguistiques premières du Mali, notent Mamadou Kani Konaté et ses collaborateurs⁴, est l'**aspect sous-régional de ses principales langues** qui sont toutes parlées dans la plupart des pays limitrophes et au-delà. De manière singulière aussi, la langue nationale dominante, le bambara, est en position si monopolistique qu'elle semble

avoir fait le plein de transferts dans le bassin de locuteurs potentiels des autres langues. Ainsi, « pour l'ensemble du Mali, on dénote une relative stabilité en ce qui a trait à la transmission du bambara comme langue maternelle entre 1998 et 2009 (50,6 % et 51,8 %), alors que la proportion d'individus qui parlent couramment bambara augmente de façon quasi constante depuis 1987 passant de 48,3 % à 52,7 % en 1998 puis à 56,6 % en 2009 » (page 18).

Quant au français, le rapport publié par l'ODSEF note que « le nombre de francophones, c'est-à-dire la somme des francophones, [...]

4 Konaté, Mamadou Kani, Idrissa Diabaté et Amadou Assima. (2014). *Dynamique des langues locales et de la langue française au Mali : un éclairage à travers les recensements généraux de la population (1987, 1998 et 2009)*. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/ Université Laval, Rapport de recherche de l'ODSEF, 46 p.



est passé d'un peu plus de 564 000 personnes en 1987 à près de 900 000 personnes en 1998 et a atteint le seuil de 2 140 000 personnes en 2009, faisant passer la proportion de francophones respectivement de 11,9 % en 1987 à 24,4 % en 2009 » (page 31).

Bien que le nombre de francophones soit en augmentation, les auteurs notent une diminution de la part relative de locuteurs ayant le français comme première langue couramment parlée entre les recensements de 1987 et de 1998.

Cette diminution se fait à l'avantage du bambara qui se généralise comme langue d'intermédiation publique. Comme dans le cas du wolof au Sénégal, ce semblant de paradoxe prouve que l'expansion du français n'entrave pas l'usage des langues nationales même dans l'espace public. La cohabitation tant souhaitée par les défenseurs du plurilinguisme est donc prouvée par les chiffres. Pour preuve, « bien qu'étant la langue officielle, le français est loin d'être la première langue parlée au

sein de la population malienne. En fait, 0,11 % de la population en 1987 et 0,09 % en 1998 avaient le français comme première langue parlée. Cette régression est un phénomène essentiellement urbain, surtout marqué à Bamako (0,61 % à 0,29 %) » (p. 24). En fait, « [...] c'est l'omniprésence du bambara en tant que langue véhiculaire, et particulièrement son usage dans le fonctionnement courant de l'administration publique, qui fait qu'utiliser le français comme première langue de communication n'est pas (ou plus) ressenti comme une nécessité au Mali » (page 26).

Le rapport de Konaté et de ses collaborateurs montre aussi que certaines langues nationales connaissent une revitalisation en raison du statut de langue de communication qu'elles jouent entre différentes communautés linguistiques à l'échelle régionale. C'est le cas du peul qui sert de tampon entre les populations du Nord et celles du Centre : « L'augmentation du nombre de locuteurs du peul, parlé par près d'un million de Maliens en 2009, est probablement

due au fait que les Dogons, qui habitent dans la même aire d'influence, l'utilisent comme langue d'intercommunication notamment parce qu'il n'y a pas d'intercompréhension entre les variantes de la langue dogon.

[...] En outre, l'aire d'influence du peul se superpose quelque peu à celle du sonrhaï, dans la mesure où le peul sert de langue tampon entre les populations du Nord et celles du Centre » (p. 21). //

► Le Bénin complètement francophone d'ici le milieu du XXI^e siècle ?

Les analyses réalisées par Amadou Sanni et Mahouton C. Atodjinou⁵ ont permis de « [dénombrer] dans les recensements de population une soixantaine de groupes ethniques ou sociolinguistiques au Bénin, tant en 1992 qu'en 2002 » (page 20). Les auteurs notent aussi que **le pourcentage de francophones est en augmentation d'un recensement à l'autre grâce à des efforts importants en matière d'alphabétisation** : « Environ le tiers de la population du Bénin en 2002 est francophone, soit 34 %. Ce taux est nettement supérieur à celui enregistré en 1992, qui était d'un peu moins de 23 %. Le pourcentage de personnes sachant lire, écrire ou comprendre la langue française a ainsi augmenté de 11,2 points, soit environ 1,1 % par an au cours de la période intercensitaire. Si cette tendance se maintient, la population béninoise sera entièrement francophone en 2060 » (page 38).

Une des caractéristiques démographiques du Bénin, mentionnent les auteurs, est cependant la **très forte disparité régionale entre les départements du sud du pays** où l'on recense la majorité de francophones (personnes scolarisées) et **celles des régions du Nord**, caractérisées par de plus faibles taux de francophones en raison du faible niveau de scolarisation. « Une très large majorité des francophones se trouve en effet concentrée

dans les quelques régions ou groupes de départements offrant des fréquences supérieures à la moyenne, quelle que soit la période d'enquête. Il s'agit de la région du sud du Bénin, particulièrement les départements Atlantique-Littoral, c'est-à-dire la capitale économique Cotonou et ses localités environnantes, qui abritent 35 % de francophones en 1992 et plus de 50 % en 2002. Les départements de l'Ouémé-Plateau, où est située la ville de Porto-Novo, capitale administrative, d'une part, et ceux du Zou-Colline, d'autre part, contribuent également, mais dans une moindre mesure, à l'augmentation des Béninois sachant lire, écrire ou comprendre le français » (page 39).

Le rapport mentionne aussi des écarts liés au sexe dans la proportion de personnes dites francophones, c'est-à-dire alphabétisées : « En 1992, le pourcentage de francophones de sexe masculin est de 31,4 % contre 15 % de sexe féminin, soit un peu plus du double. En 2002, soit dix ans après, cette fréquence est passée de 43 % chez les hommes à 25,8 % chez les femmes » (page 41). Ces disparités spatiales et de genre sont d'autant plus urgentes à combler que la maîtrise du français facilite l'accès aux ressources publiques et l'insertion : « Il est difficile d'accéder aux services de l'administration béninoise si l'on ne comprend pas le français. De toute évidence, comprendre le français confère un prestige et des avantages sociaux qui ne laissent personne indifférent » (page 34). //

⁵ Mouftaou Amadou Sanni et Candide Mahouton Atodjinou. (2012). *État et dynamique des langues nationales et de la langue française au Bénin*. Québec : Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, Rapport de recherche de l'ODSEF, 54 p.

► Le Cameroun, pays multilingue par excellence

D'emblée, Patrice Tchouala et Hervé Efon⁶ notent que l'on recense de 248 à 286 langues parlées au Cameroun, dont plusieurs sont menacées d'extinction et quelques-unes qui seraient déjà inscrites dans le registre des langues disparues. Au contraire des autres pays francophones d'Afrique étudiés, **l'alphabétisation en langues nationales est plus importante en milieu urbain qu'en milieu rural** : « En 2005, on dénombrait 5,6 % de personnes de 12 ans et plus alphabétisées en langues nationales au Cameroun, dont 6,3 % parmi les citadins et 4,9 % chez ceux vivant en milieu rural » (page 26).

⁶ Patrice Tanang Tchouala et Hervé Joël Efon Etinzoh. (2013). *Les dynamiques démoulinguistiques au Cameroun de 1960 à 2005 : un éclairage à travers les données des recensements*. Québec, Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone/Université Laval, Rapport de recherche de l'ODSEF, 100 p.

« En milieu urbain, les langues bassaa (0,99 %), ewondo (0,82 %), duala (0,60 %), bulu (0,50 %) et arabe (0,38 %) sont celles comptant les effectifs les plus importants de personnes sachant les lire et les écrire. Par contre, en milieu rural, c'est le fulfulde qui occupe la cinquième place, avec près de 0,22 % d'alphabètes, supplantant ainsi la langue duala, qui est surtout présente en milieu urbain » (page 27). Comme dans la plupart des autres pays africains, les auteurs du rapport notent un effet de génération. C'est seulement chez les anciennes générations qu'on retrouve des personnes alphabétisées dans les langues nationales : « L'essentiel des alphabètes en langues nationales se retrouve au sein des plus anciennes générations, et ce, quel que soit le milieu de résidence considéré. Les jeunes générations (1991-1993, 1986-1990 et 1981-1985, soit les 12-14 ans, 15-19 ans et



20-24 ans au moment du recensement de 2005) ne sont quasiment pas alphabétisées en langues nationales et ce n'est qu'à partir du groupe d'âge 25-29 ans qu'on note quelques recensés alphabètes en langues nationales (0,1 % d'entre eux) ».

L'analyse des données démo-linguistiques publiée par les deux auteurs montre que **le français demeure la langue officielle largement dominante comparativement à l'anglais**. « Alors que l'aire de prédilection de l'anglais est circonscrite à deux régions sur les dix que compte le Cameroun, le français est la première langue officielle dans les huit autres. Le nombre de personnes déclarant pouvoir s'exprimer en français était évalué au recensement de 2005 à 6 408 241, soit 57,7 % des personnes âgées de 12 ans et plus » (page 41). Il s'agit d'un bond de 16 points par rapport au recensement de 1987 où ce pourcentage était de 41,1 % (page 60). Quant aux locuteurs de l'anglais, « les données issues du 3^e recensement révèlent qu'en 2005 on dénombrait au Cameroun 2 683 741 personnes pouvant s'exprimer en anglais, soit 24,1 % de la population de 12 ans et plus » (page 36). Dans le même temps le nombre de Camerounais se déclarant bilingues (savoir lire et écrire en français et en anglais) était de 1 293 502 personnes, soit 11,6 % des personnes âgées de 12 ans et plus (page 64).

Les données du recensement de 2005 montrent que près de la moitié des

anglophones (46 %) savaient lire et écrire en français tandis que seulement un francophone sur cinq (20,1 %) savait lire et écrire en anglais. C'est dire donc que, contrairement aux idées reçues, dans un contexte favorable, le français peut être aussi attractif que l'anglais ailleurs. À cet égard, notent les auteurs, « dans la majorité des administrations, en effet, les hauts cadres et leurs subalternes travaillent régulièrement dans une seule langue officielle, le français. Ceux d'entre eux qui sont anglophones maîtrisent le français davantage parce que l'environnement sociolinguistique dans lequel le français est dominant facilite son apprentissage » (page 67).

Ni les données, ni les auteurs ne disent cependant que l'anglais est en train de décliner puisque la proportion de personnes déclarant savoir lire et écrire en anglais est passée de 12,2 % en 1987 à 25,2 % en 2005. Simplement, à l'image d'autres sociétés plurilingues, les Camerounais tentent de tirer avantage du bilinguisme français-anglais tout en étant conscients, même chez les anglophones, de la plus-value à maîtriser la langue dominante – dans ce cas-ci le français – dans les échanges. //



Le français demeure encore de loin la langue officielle la plus utilisée au Cameroun et est même plus maîtrisée chez les anglophones que ne l'est l'anglais chez les francophones.

